

INTERGLOBAL

LIBYE

Dans la tourmente

Maryline Dumas

L'ancienne Jamahiriya est en proie depuis quelques semaines à des violences, jamais égalées depuis la révolution de 2011. En cause, des brigades rivales qui s'affrontent.

Quasiment coupée du monde, la Libye est en proie à des violences diverses depuis plusieurs semaines. Les représentations étrangères quittent peu à peu le pays. La mise en place du nouveau parlement début août est considérée, par beaucoup de Libyens, comme le dernier espoir.

Symphonie de roquettes

A Tripoli, les violences ont débuté le 13 juillet dernier. Ce jour-là, à 6 heures du matin, la « Force de sécurité et de règlement en Libye », une coalition de brigades islamistes et originaires de Misrata - fief révolutionnaire situé à 210 kilomètres de la capitale -, a attaqué l'aéroport international de Tripoli. Objectif : déloger les brigades de Zintan - autre fief révolutionnaire à 170 kilomètres au sud-ouest de la capitale - qui contrôlent le lieu depuis la révolution de 2011.

« C'était une véritable symphonie de roquettes », témoigne Rachid, responsable du restaurant de l'aéroport présent au moment des faits. « Le pire, c'est que les gens continuaient à arriver alors que les avions ne décollaient plus et qu'on ne pouvait plus faire demi-tour sur la route. Résultat, à 9 heures l'aéroport était bondé... et il pleuvait des missiles ! » Les jours suivants, les combats entre ces brigades, toutes reconnues et financées par le

gouvernement, se sont propagés dans les environs de leurs quartiers généraux respectifs. Les zones d'habitation n'ont pas été épargnées. Le ministère de la Santé parle actuellement de 47 morts et 120 blessés, mais il est probable que le bilan sera plus lourd. Quant aux dommages matériels, ils sont colossaux : plus de 90 pour cent des avions stationnés à l'aéroport de Tripoli ont été touchés ; certains sont d'ailleurs partis en fumée. La tour de contrôle a été détruite, entraînant des perturbations dans tout le trafic aérien de l'Ouest libyen. Il est probable que le lieu restera fermé pendant plusieurs semaines.

Les aéroports internationaux de Sebha (Sud) et Benghazi étant fermés depuis le conflit ethnique de janvier pour le premier et le lancement de l'opération Dignité (voir plus bas) en mai pour le second, la Libye ne compte désormais que quatre petits aéroports internationaux, dont un fermé aux étrangers. A l'ouest, seuls l'aéroport de Misrata et l'aéroport militaire de Mitiga à Tripoli fonctionnent. Ces derniers jours, seuls quelques avions y ont atterri ou décollé. La majorité des étrangers qui ont souhaité évacuer le pays l'ont ainsi fait par la route, comme l'ambassade américaine le 26 juillet, ou par bateau.

Une rivalité ancienne

L'attaque de l'aéroport international de Tripoli avait pourtant été annoncée préalablement. Les réseaux sociaux évoquaient ces affrontements depuis des jours. Il faut dire que les

tensions entre les groupes armés couvaient depuis des mois. En novembre dernier (voir woxx 1244), les brigades de Zintan avaient soutenu la population qui exigeait le départ des brigades de Misrata, dénonçant leur violence, leurs trafics et leur corruption. Des accusations que certains n'hésitent pas à retourner contre les Zintanis. « Ils ont pris 1.400 millions de dinars au gouvernement. Pourquoi ? Juste pour eux, pas pour aider le pays à s'en sortir », accuse Jama Zubia, membre du Haut comité révolutionnaire, avant d'ajouter : « N'oublions pas que la plupart d'entre eux sont des anciens soldats de l'armée de Mouammar Kadhafi. » Des diplomates, eux, évoquent la « disparition de cargaisons d'armes destinées à l'armée libyenne » à l'aéroport international de Tripoli.

Mais ces tensions illustrent également les rivalités du monde politique libyen. Les brigades de Zintan sont considérées comme modérées. Elles soutiennent le général à la retraite Khalifa Haftar qui a lancé le 16 mai l'opération « Dignité » pour « purger » Benghazi des « terroristes » islamistes. Les Zintanis sont d'ailleurs à l'origine de l'attaque, en mai dernier, du Congrès général national (CGN), qu'ils estiment aux mains des extrémistes religieux. A l'opposé, les brigades de la « Force de sécurité et de règlement en Libye » ont toujours protégé le CGN et dénoncé Khalifa Haftar. Dans cette coalition, on trouve la Chambre opérationnelle des révolutionnaires - à l'origine du kidnapping du premier ministre en octobre - et

des Misratis - fief révolutionnaire devenu l'ennemi de Zintan. Leur chef, Salah Badi, est un ancien membre du groupe islamiste Wafa au sein du CGN.

Risque d'embrassement

De là à faire le lien avec les élections législatives du 25 juin prochain, il n'y a qu'un pas que quelques nouveaux élus n'hésitent pas à franchir. « Ils veulent contrôler tous les aéroports pour que nous, le parlement, ne soyons pas capables de nous réunir à Benghazi (où siègeront les élus) », explique Ali Tekbali, nouvellement élu à la Chambre des représentants qui remplacera cet été le CGN. Comme pour appuyer le discours du député, les brigades islamistes, qui contrôlent l'aéroport militaire de Mitiga à Tripoli, ont empêché, jeudi 24 juillet, le premier ministre par intérim Abdallah Thini et quelques-uns de ses ministres de prendre l'avion pour Tobrouk, ville de l'Est libyen. « Une violation de la légitimité de l'Etat », selon le gouvernement. Ali Tekbali base son argumentation sur le fait que les islamistes semblent avoir perdu leur influence parlementaire. Selon différents analystes politiques, les conservateurs auraient obtenu moins de 40 sièges sur les 188 de la Chambre des représentants - 12 sièges sont non pourvus en raison des boycotts et des violences qui ont entaché le scrutin. Au sein du CGN, élu en juillet 2012, ils avaient pourtant réussi à rassembler une centaine de sièges sur 200.

PHOTO : MARYLINE DUMAS



Des soldats de l'armée régulière libyenne à Tripoli.

Le risque d'un embrasement à l'échelle nationale est fort. D'autant plus que les responsables locaux ont choisi leur parti. La municipalité de Misrata a publié un communiqué affirmant que « les événements à Tripoli sont une bataille pour protéger la révolution », avant d'accuser les groupes de Zintan de n'avoir « pas d'autres objectifs que de détruire la révolution et de pousser la Libye vers la case départ ». De leur côté, les Zintanis ont reçu le soutien des Touaregs et des Toubous, ces ethnies nomades du Sud libyen. Le chef du conseil militaire de Mourzouk (bastion Toubou du Sud), Barka Wardougou, a ainsi menacé : « Nous ne resterons pas passifs. Nous bougerons si les assauts continuent. Toutes les brigades révolutionnaires et les unités de l'armée dans le Sud sont prêtes à intervenir militairement pour protéger l'aéroport et instaurer la paix à tout prix. »

Effondrement de l'Etat

Dans ce contexte, le gouvernement libyen est resté particulièrement passif. Alors que l'ONU a évacué ses équipes dès le 14 juillet, le porte-parole du gouvernement, Ahmed Lamine, laissait entendre, dès le lende-

main, que « le gouvernement examine la possibilité de faire appel à des forces internationales pour rétablir la sécurité et l'aider à imposer son autorité ». Un autre communiqué a également demandé la fin des violences, évoquant un « effondrement de l'Etat ». Quelques jours plus tard, le 17 juillet, le ministre des Affaires étrangères libyen demandait au Conseil de sécurité de l'ONU d'« agir avant qu'il ne soit trop tard ». Mohamed Abdelaziz n'a toutefois pas évoqué une force d'intervention mais « une mission de stabilisation et d'édification des institutions ». L'ONU a condamné une « violence (...) inacceptable, qui ne doit pas être utilisée pour atteindre des objectifs politiques ». Fatou Bensouda, procureure à la Cour pénale internationale a, quant à elle, menacé de poursuivre les responsables des attaques : « Nous n'hésiterons pas à enquêter sur les crimes commis en Libye relevant de la compétence de la Cour et à en poursuivre les auteurs quels que soient leur statut officiel ou leur affiliation. »

Le président du CGN, Nouri Abousahmen, a par la suite rejeté toute intervention extérieure. L'occasion de rappeler également que son assemblée reste en charge jusqu'à la remise

du pouvoir à la Chambre des représentants. Et c'est justement ce qu'attend Mohamed Eljarh, analyste politique : « Le nouveau parlement doit se réunir le plus vite possible. La communauté internationale aura besoin d'une autorité élue pour travailler. »

Combats à Benghazi

La cérémonie de remise de pouvoir du CGN à la Chambre des représentants est annoncée pour le 4 août. Elle devait initialement avoir lieu à Benghazi, où devrait siéger le parlement, mais il n'est pas certain que la situation en matière de sécurité le permette.

Depuis le début des combats, le 16 mai dernier, Benghazi est en proie à des bombardements intenses de la part de l'« armée » de Khalifa Haftar, que le gouvernement ne reconnaît pas officiellement, mais aussi à des combats de rue. Les dernières semaines ont également vu se multiplier les attaques suicides, qui n'existaient pas jusqu'alors en Libye. Les violences se sont en effet intensifiées début juillet avec de nouvelles attaques de la milice islamiste Ansar Al-Charia. Le groupe, considéré comme terroriste par les Etats-Unis, a en effet attaqué

une base de la brigade Saiqa, alliée de Khalifa Haftar. Le chef de Saiqa, Wanis Bukhamada, a répondu en annonçant une « opération généralisée contre ces terroristes », appelant toutes les forces militaires de l'Est libyen à se joindre à lui.

Dans ce contexte, il semble difficile d'imaginer le nouveau parlement se réunir à Benghazi. Pourtant, les Libyens souhaitent que la Chambre des représentants se réunisse le plus rapidement possible. « Aujourd'hui, ce parlement est notre seul espoir de retrouver la paix », estime un chauffeur de taxi.

La semaine prochaine :

Lutte oubliée ?

Parmi les conflits sociaux les plus violents des années passées figure celui du secteur nettoyage. Le woxx s'entretiendra avec le responsable de l'OGBL pour le secteur, Estelle Winter.

woxx

woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion und Layout:** David Angel *da* (david.angel@woxx.lu), Luc Caregari *lc* (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser *cat* (karin.enser@woxx.lu), Richard Graf *rg* (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter *sh* (susanne.hangarter@woxx.lu), Raymond Klein *lm* (raymond.klein@woxx.lu), Florent Toniello *ft* (florent.toniello@woxx.lu), Anina Valle Thiele *avt* (anina.vallethiele@woxx.lu), Renée Wagener *rw* (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber *dw* (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. **Karikaturen:** Guy W. Stoos • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • **Druck:** c. a. press, Esch • **Einzelpreis:** 2,00 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 85 € (Ausland zzgl. 32 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Médias, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-Mail:** woxx@woxx.lu • **URL:** www.woxx.lu • **Tel.** (00352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79